

ES/L : Thème 4 - Colonisation et décolonisation Le temps des dominations coloniales

« *Les colonies de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique en 1931 : réalités, représentations et contestations.* »
Le cas de la Martinique

L'auteure :

Rolande Bosphore est docteure en histoire contemporaine. Sa thèse, soutenue en 20014 s'intitule *Militants et militantisme communistes à la Martinique 1920 / 1971. Identification, formes et implication*. Qualifiée maître de conférence, elle est actuellement ingénieure de recherche au laboratoire AIHP-GEODE (EA 929) de l'université des Antilles. Ses recherches visent à éclairer sur le parcours des militants syndicaux et politiques du XXe siècle. Elle collabore au dictionnaire *Le Maitron, dictionnaire biographique du mouvement ouvrier mouvement social*, en proposant des notices biographiques de militants martiniquais. Elle a publié « L'assassinat d'André ALIKER » et « Communisme et communiste(s) aux Antilles » dans *l'Encyclopédie de la France coloniale*, Paris, Les Indes Savantes, 2016. Elle est membre du Conseil scientifique du Comité pour l'Étude de l'Histoire de la Sécurité Sociale et de la Protection Sociale en Martinique.

Etat de la recherche : L'étude des colonies de la Guadeloupe, de la Guyane française et de la Martinique pendant l'entre-deux guerres dans le sous thème « *Colonisation et décolonisation, le temps des dominations coloniales* » doit viser à préparer les élèves à comprendre les formes de colonisations et aussi les disparités de décolonisations qui ont traversé l'empire colonial français préparant les structures sociales actuelles de ces anciennes colonies.

Coincée entre deux événements majeurs que sont la première et la deuxième guerre, cette étude des vieilles colonies durant la période de l'entre-deux guerres a quelque peu souffert d'un déficit d'attention. L'intérêt de cette réflexion sur ces colonies à cette période permet de fixer le regard sur un moment clé de leur histoire, c'est leur dernière décennie de colonisation (?), la marche vers la fin peut-être du paradoxe colonisé / citoyen du même état.

Dans le livret d'histoire géographie à destination des classes de lycée proposé par le CRDP Antilles Guyane, édité par le groupe Hatier et écrit sous la coordination pédagogique de Monique Bégot en 2001, se trouve un aperçu de deux pages sur le sujet « *Vivre aux Antilles et en Guyane dans l'entre-deux guerres* » présenté au chapitre III. Mais ces propositions faites dans le cadre de l'adaptation de l'enseignement de l'histoire à la situation régionale n'étaient qu'exemples, illustrations et non point de départ de réflexion et d'analyse.

Problématique :

Elle doit permettre d'aborder plusieurs questions.

Il s'agira de jeter un regard pertinent sur l'état social des colonies de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique en 1931. L'étude de ces territoires français doit aborder la problématique de la vie quotidienne de la population pendant l'entre-deux guerres, de ses préoccupations, de ses aspirations.

Cette attention particulière sur les vieilles colonies à ce moment doit permettre de faire le point sur les démarches économiques de ces régions, quels choix, quels objectifs étaient avancés et pour quels résultats ?

Travailler sur ces colonies doit permettre également d'approcher les caractères particuliers de gouvernance de ces régions durant cette période qui marque la fin d'une époque, celle de la colonisation conquérante avançant à visage découvert.

Montrer que de la conquête des vieilles colonies de l'ancien empire colonial à l'exploitation des nouveaux territoires les différentes représentations de la colonisation avaient évolué. En 1931, quel regard, quelle image de l'idée coloniale parcourait la société française ?

Support d'étude

La place des vieilles colonies dans l'empire colonial français entre les deux guerres.

Pour évaluer les prérequis et mieux asseoir cette étude il convient à partir de cartes sur "le premier" et "le deuxième" empire colonial français de fixer l'appellation "vieilles colonies". L'étude des cartes doit faire apparaître les changements de direction géographique et d'orientation de la politique coloniale française.

1) En 1920, la Martinique, la Guadeloupe, (la Réunion et la Guyane Française) n'étaient qu'un des nombreux « confettis » de l'immense empire colonial français, appelées « vieilles colonies », fragments ou lambeaux du premier empire colonial. Que recouvrait ce terme de « vieille colonie » ? Cette expression se retrouve dans de nombreux discours de l'époque, elle est employée tant par les Français de la métropole que par les coloniaux eux-mêmes. On y relève d'abord une certaine affectivité, témoin d'un lien très ancien entre la métropole et ces territoires mais aussi la marque d'un rapport de nature paternaliste. On note

aussi une certaine hiérarchisation de la colonisation elle-même, comme si les Antillais étaient des colonisés d'une autre espèce, différents des « plus récents » colonisés d'Afrique ou d'Asie ...

D'ailleurs dans *Peau noire, masques blancs*, Frantz Fanon explique que l'Antillais s'est toujours senti plus « évolué » que l'Africain parce qu'il s'estimait plus proche du blanc et il ajoute, « nous avons connu et nous connaissons encore des Antillais qui se vexent quand on les soupçonne d'être Sénégalais. ... Cette différence existe non seulement dans la rue et sur les boulevards, mais aussi dans les administrations, dans l'armée. »

William F. S. Miles met en cause l'assimilation culturelle des Martiniquais dans leur condescendance vis-à-vis des Africains car pour lui, « la culture et la langue française imprégnèrent les îles des Antilles en effaçant les autres éléments, - si bien que les Martiniquais furent tout particulièrement désignés, par la suite, pour occuper des postes de responsabilités dans le système colonial et l'administration de l'Empire français d'Afrique. »

De nombreux Antillais et Guyanais en poste dans l'administration en Afrique eurent des attitudes distantes avec les autochtones, mais le plus célèbre de ces administrateurs en Afrique, Félix Eboué (Guyanais) qui y séjourna de 1909 à 1944 avec deux interruptions pour des missions en Martinique et en Guadeloupe s'obstina à découvrir une culture qu'il s'efforça de comprendre et de faire connaître, il notait en novembre 1941 dans une circulaire :

« C'est en les respectant, en les promouvant même qu'on a la seule chance de garantir l'ordre naturel et de préserver la vie même des hommes... Nous conduirons [les Africains] à tirer de leur propre terre, de leurs cases ou de leurs tentes, de leurs coutumes et de leurs chefs la confiance dans la vie et le goût du progrès. »

2) Des groupements de textes documentaires relatifs aux "buts" de la colonisation doit mettre en évidence les véritables enjeux de la colonisation des vieilles colonies et leurs conséquences.

Dès les débuts de la colonisation, les Antilles avaient été cantonnées dans un rôle précis, celui de servir de pôle à un commerce exclusif avec la métropole française dans le but de servir les intérêts économiques du royaume et c'est dans ce sens que des Compagnies de commerce avaient été créées, que le choix des cultures spéculatives, notamment celle de la canne à sucre avait été laissé à l'initiative des colons et que la traite et l'esclavage d'Africains avaient été autorisés et accompagnés.

Avec la constitution de l'empire colonial, les marchés français s'ouvrent brutalement à des produits 'exotiques' jusque-là mal connus mais qui se retrouvent dans les villes portuaires liées aux colonies, Bordeaux, Nantes, La Rochelle. L'exploitation florissante des « Isles à sucre », Martinique et Guadeloupe va durer jusqu'au début du XIXe siècle précisément jusqu'au blocus des îles par les Anglais, empêchant la libre circulation des denrées vers la métropole coloniale et la découverte du sucre de betterave. Mais néanmoins l'économie des îles fut marquée pour encore longtemps par la prédominance de la culture de la canne à sucre,

et malgré quelques tentatives de diversification le sucre et le rhum constituaient toujours l'une des principales ressources d'exportation. La structure foncière gardait la marque du partage des terres héritée au moment de l'abolition : quelques grandes habitations de plusieurs centaines d'hectares sur les zones les plus favorables, et une multitude de moyennes et petites propriétés.

La répartition des travailleurs dans le domaine agricole au début au du milieu XX^e siècle était la suivante selon une classification proposée par Alain-Philippe Blérald:

- les ouvriers d'usines et de distilleries, - les ouvriers agricoles permanents, liés aux planteurs « gens casés » vivant dans des cases construites sur les terres des habitations et disposant d'un lopin de terre pour leurs vivres (le jardin créole) , - les ouvriers occasionnels, gens employés saisonnièrement pour la récolte, - les colons partiaires, engagés dans une forme d'association entre un propriétaire qui fournissait de petites parcelles et un cultivateur qui les exploitait et livrait les cannes ; le produit se partageait par tiers, - les petits planteurs, propriétaires d'exploitations de 2 à 4 hectares. Ils produisaient de la canne livrée aux usines ou distilleries et des cultures secondaires d'exportation, ils cultivaient également des vivres qui étaient vendus sur les marchés des bourgs, - les moyens planteurs qui utilisaient des travailleurs salariés et formaient une moyenne bourgeoisie rurale mais qui avait du mal à se développer.

Les stratégies économiques et l'hétérogénéité sociale et culturelle.

Pour mettre en place l'état social et économique de la société antillaise, il peut être intéressant de commencer par examiner quelques rapports de police sur des événements, grèves, contestations, répressions de début de récolte. La répétition et la permanence de ces événements entre janvier et mars doivent permettre de montrer la pression exercée sur les travailleurs, la faiblesse de leurs revenus et tout à la fois la pondération de leurs revendications malgré les flambées de colère. Les problèmes liés à la production cannière fluctuante, au contingentement du rhum, au regroupement des habitations, à la création de la grande industrie sucrière, au travail saisonnier et à la faiblesse des revenus ouvriers sont prégnants et sont source de souffrance pour la population laborieuse.

Rapport du chef de brigade de Sainte Marie en date du 20 janvier 1925 : « *J'ai l'honneur de rendre compte que la récolte sucrière a commencé le lundi 19 janvier 1925 sur toutes les habitations sucrières formant le centre de Sainte Marie. Les ouvriers se sont présentés en nombre suffisant et, dans certaines habitations, on n'a pu les accepter tous.*

La récolte se fait à la tâche, composée de 20 piles de 25 paquets comprenant chacun 10 bouts de cannes de 1 mètre de long. Les salaires sont les mêmes que l'année dernière, c'est-à-dire 12 francs par tache soit : 6frcs 50 pour les coupeurs et 5frcs 50 pour les

lieurs. Les ouvriers habituels des habitations conservent les mêmes salaires qui varient entre 4frcs 50 et 7 francs par jour selon leur emploi.

L'usine de Ste Marie a mis en marche ce matin 20 janvier. Les ouvriers sont au complet et ont accepté les salaires proposés qui varient entre 4frcs 50 et 20 francs selon leur spécialité.

La population est très calme... aucun incident n'est à prévoir »

Ces différents rapports sont d'abondantes sources de renseignements sur les ouvriers agricoles et d'usines de cette époque. La description de la tâche, les salaires, la précarité de l'emploi saisonnier y sont mentionnés.

Rapport du Commissaire du canton de Trinité en date du 28 janvier 1925 : « J'ai l'honneur de vous informer que la coupe des cannes de l'exploitation de l'usine Ste Marie a commencé le 20 du courant, celle du Robert le 19 et celle des centres Galion et Bassignac le 25.

Les usines Ste Marie et Robert fonctionnent depuis le 20. Celles du Galion et Bassignac fonctionnent aujourd'hui. Les travailleurs des champs ainsi que les ouvriers ont accepté le travail sans aucune réclamation. »

Il faut aussi relever la forte dépendance des ouvriers à la direction de l'usine et aux propriétaires planteurs des habitations, ce sont eux qui embauchent et fixent les salaires. Les différents métiers exercés dans et autour de l'usine et les salaires :

« dans tous ces centres agricoles ils sont payés dans les mêmes conditions.

Coupeurs	6 f frcs
Amarreuses	6. 00
Muletiers chefs	6. 75
Cabrouettiers	6. 75
Arrimeurs	16. 00
Petit atelier	2. 50 et 3 frcs par jour
Forgerons	17. 55 - 16. 35 - 14. 60 et 14 frcs
Machinistes	9 frcs 50 et 8. 75
Turbineurs	5. 85
Fournisseurs	7. 50
Manœuvres	4. 05
Autres	6 30

... Jusqu'ici le calme le plus parfait y règne. »

Sur l'atmosphère et sur l'agitation sociale.

Rapport du commissaire de police du canton du Marin en date du 26 février 1925 : « ...j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que l'usine du Marin n'a pu être mise en marche jusqu'ici : il n'y a pas suffisamment de cannes à passer aux machines.

Lundi dernier M. l'Administrateur a donné l'ordre à tous les géreurs des habitations dépendant de l'usine du Marin de cesser tous les travaux sur les propriétés dont ils ont la gérance tout le temps que la coupe des cannes ne sera pas reprise d'une façon normale et ce pour le prix de 10 frcs la tâche.

Aujourd'hui les coupeurs et amarreuses se sont rendus en grand nombre sur les habitations Grand-Fonds, Rivière, Petit-Versailles, Debuc et ont acceptés le prix offert par le patron. »

Rapport de l'adjudant de police au commissaire de police du Marin en date du 28 février 1925 :
« *Nous avons l'honneur de porter à la connaissance de M. le Commissaire de police que ce jour à 9 h ½ du matin une grève s'est soulevée à l'usine du Vauclín par quelques travailleurs.*

Les journaliers Pétoula Denis âgé de 32 ans, Nubil Maurice âgé de 22 ans et Maximin Nestory âgé de 32 ans tous trois demeurant au Vauclín [...] manifestaient leur mécontentement de ce qu'ils n'ont été payés qu'à raison de 5 francs alors qu'une augmentation leur avait été promise ...

*Les autres travailleurs au moulin se sont concertés et ont laissé leurs travaux respectifs en alléguant qu'ils ne travailleraient pas pour **cinq** francs.*

Quelques autres travailleurs employés à diverses machines se sont joints aux autres ... Ce mouvement de grève ayant immédiatement occasionnée une cessation partielle de travail et quelques machines étant abandonnées et arrêtées, les contremaitres de l'établissement se sont dépêchés à faire remplacer les grévistes pour la continuation de la fabrication.

Nous étant transporté à l'usine nous nous sommes assuré qu'il n'y eut aucune entrave à la liberté du travail par les grévistes ni attentat de leur part contre l'industrie... »

Les disparités sociales traversant les sociétés antillaise et guyanaise, l'illettrisme, le travail des enfants, la faiblesse des infrastructures éducatives, culturelles et sportives façonnèrent ces sociétés.

Dans la réalité coloniale de l'entre- deux-guerres, la population vivait une situation économique, sociale et sanitaire difficile. L'activité économique dominante, demeurait le travail de la canne à sucre, mais le début du recul des surfaces cultivées en canne au profit de la culture de la banane dans les régions du nord de l'île entraînait progressivement la chute des tonnages manipulés et par conséquent la baisse de la production de sucre et de rhum. Ce n'était pas un phénomène spécifique à cette période, il faut souligner que ces deux productions n'avaient cessé de péricliter mais leur effondrement à cette époque cruciale fut très durement ressenti. Ce ne sont là que quelques-unes des nombreuses causes du déclin de la canne à sucre, mais soulignons l'aveuglement des planteurs propriétaires qui n'avaient pas renouvelé les méthodes et les outils de travail, leur entêtement à réclamer des directives gouvernementales

pour obliger les ouvriers agricoles à rester sur les plantations afin de pallier le déficit en main-d'œuvre, la faiblesse des salaires éloignant les ouvriers agricoles des plantations, la pression des producteurs métropolitains prônant le contingentement.

Beaucoup d'Antillais encourageaient leurs enfants à sortir de la condition paysanne, ils jugeaient l'activité agricole dans la canne à sucre dégradante et difficile ; souvent le travail dans les champs de canne était vécu comme un châtiment : la punition dont certains parents menaçaient les enfants peu enclins aux études. « *Si tu ne travailles pas à l'école, tu iras travailler dans les tites-bandes* » ! (Groupe de jeunes enfants travaillant dans les champs au moment de la récolte de la canne à sucre).

Mais les écoles étaient peu nombreuses, surtout dans les bourgs éloignés et dans les campagnes, l'analphabétisme et l'illettrisme restaient importants en dépit d'une scolarisation qui devait débiter à six ans et se terminer à quatorze pour tous. Rares étaient les enfants des familles ouvrières ou paysannes qui pouvaient se rendre à l'école, faute de moyens. On comptait dans l'enseignement primaire public et privé près de 50 000 enfants environ, dans les deux lycées environ 3 000 jeunes gens et jeunes filles et l'enseignement technique regroupait à peu près 500 élèves pour une population de 261 595 habitants avec plus de 45% de jeunes de 1 à 20 ans, (A Nicolas, Histoire de la Martinique).

. Il faut ajouter que les efforts se tournaient vers celui (l'enfant) qui semblait le plus doué pour les études. N'oublions pas que dans ces familles nombreuses, les aînés gardaient les plus petits, les garçons travaillaient très tôt aux champs et les filles aidaient pour les travaux ménagers ou pour les petits emplois d'appoint (lessive, repassage chez les habitants plus aisés).

Ce fut pour fuir la logique de « *gens casés* » ou encore sortir leurs enfants de l'inévitable des « *tites bandes* » que dès cette époque bon nombre de travailleurs des champs quittèrent les campagnes pour se réfugier sur les terres marécageuses des abords de Fort-de-France où ils espéraient trouver une embauche à la « *compagnie* (Compagnie générale transatlantique responsable du port à cette époque, embauchait les dockers, organisait le fret maritime.» en tant que docker, charbonnier(e)s ; lessiveuses ou un « job » sur les marchés dans le bâtiment (on termine des constructions dans les quartiers insalubres de Terres Sainville, Bord du Canal). Cette époque est aussi marquée par la montée d'une élite petite bourgeoise ayant accès à l'éducation, aux études supérieures dans la métropole coloniale, côtoyant d'autres « coloniaux » ce qui leur ouvre la voie à la contestation, aux remises en cause. Des groupes de jeunes étudiants martiniquais réunis dans des organisations culturelles, politiques, étudiantes ou non (*Légitime Défense, Revue du Monde Noir, l'Etudiant Noir...*) tentaient d'affirmer une identité noire et antillaise, s'élevaient contre l'acculturation, affirmaient des spécificités, mettaient en avant leurs origines, l'histoire de leurs régions et refusaient de se fondre dans une culture dominante pour exister.

Une représentation politique et administrative particulière.

En 1931, la Guadeloupe, la Guyane française et la Martinique sont des colonies. Par ce terme, il faut comprendre un territoire subordonné à sa métropole, sous un régime administratif et économique notamment fiscal et douanier propre. Pour comprendre cette époque il est nécessaire de mettre en évidence les différents rouages de la gouvernance assurant la permanence institutionnelle :

Le gouvernement local

Le gouverneur qui représente le chef de l'Etat dans la colonie, placé sous l'autorité directe du ministère de la Marine et des Colonies, il a pouvoir d'administration dans tous les domaines, il exerce l'autorité civile. A partir de 1880, à la demande du Conseil général, le gouverneur est une personnalité civile. Il est assisté du Conseil privé qui avait pour mission "d'éclairer les décisions du gouverneur" et de "participer à ses actes". Aux côtés du gouverneur il y avait également le procureur général et le directeur de l'Intérieur, officier de police judiciaire, gestionnaire des contributions directes et indirectes, menant la direction générale de tous les travaux et la comptabilité du service local. A partir de 1898, le directeur de l'Intérieur est remplacé par un secrétaire général. En 1931, le gouverneur de la Martinique est Louis Gerbinis (1930 – 1933), il avait déjà servi dans la colonie de 1928 à 1929.

Le conseil général

Son mode d'élection est identique à celui de la métropole, avec le découpage particulier des cantons et 18 conseillers à renouveler périodiquement (tous les 3 ans). (Le Conseil général de 1922 à 1931)

Nom du canton	Communes du canton	Nombre, appartenance politique des conseillers
Fort de France	Fort-de-France Schœlcher	7 Radicaux et socialistes
St Esprit	Saint Esprit - François Rivière Salée- -Ducos	6 Usiniers blancs créoles (Liste Fernand Clerc)
Diamant	Diamant - Anses-d'Arlets Trois Ilets - Sainte Luce	2 Usiniers blancs créoles (Liste Hayot)
Basse Pointe	Basse Pointe - Lorrain Marigot - Macouba Ajoupa Bouillon Grand Rivière	3 Usiniers blancs créoles (Liste Joseph Clerc)
Carbet	Carbet - Case Pilote Fonds St Denis - Prêcheur Morne Rouge -Saint Pierre	3 Socialistes (Liste Joseph Lagrosillière)
Trinité	Gros Morne - Robert Trinité - Sainte Marie	6 Socialistes (Liste Joseph Lagrosillière)
Lamentin	Lamentin Saint-Joseph	4 Socialistes (Liste Joseph Lagrosillière)
Marin	Marin - Sainte Anne Rivière Pilote - Vauclin	5 Socialistes (Liste Joseph Lagrosillière)

Sa représentation faussée par la permanence de la fraude électorale est dénoncée par tous, gouverneur, élus.... Les partis politiques qui le composent sont, le parti radical de Victor Sévère, la fédération socialiste menée par Joseph Lagrosillière et le groupe des "usiniers" et grands planteurs qui tiennent la présidence de l'assemblée.

Les revendications politiques majeures qui passent par le Conseil : 1) la recherche d'un pouvoir indépendant du Gouverneur, 2) l'assimilation aux lois des départements français de la métropole.

Les remous politiques qui le traversent : 1) l'affaire Zizine / Des Etages et les prises de décisions du gouverneur Richard suivie de la répression du Diamant. En 1925, le gouverneur Henri Richard s'opposa, au début de l'année, à une fraction du monde politique en négligeant de publier son discours d'ouverture de la session extraordinaire du Conseil général au journal officiel de la Martinique. Mais ce furent les dispositions prises par le gouverneur lors des élections du 24 mai 1925 qui eurent des conséquences désastreuses et il dut affronter la colère d'une partie de la population. En effet pour prévenir d'éventuelles manifestations, des gendarmes furent placés dans la commune de Ducos, après quelques incidents deux conseillers généraux, Louis Des Etages et Charles Zizine, hommes politiques de la fédération socialiste de la Martinique furent tués, cet événement ne fut pas isolé puisque dans la commune du Diamant le même soir, les gendarmes ouvraient le feu contre une foule mécontente du déroulement des élections et faisaient neuf morts. La population reprocha au gouverneur sa gestion des événements et ne comprit pas l'approbation du Ministère des colonies. Les relations entre les socialistes et le gouverneur se dégradèrent. Voulant éviter toute manifestation de colère, le ministère rappela le gouverneur en France et son départ fut préparé en août 1925, très confidentiellement et sous haute protection.

2) le scandale de la banque Oustric dans le projet des grands travaux financés par le Conseil général,

3) le refus d'aller en appel lors des malversations constatées d'Eugène Aubéry et dénoncées par André Alikér. (Voir Affaire ALIKER).

La diffusion de l'idée coloniale en France : l'exposition coloniale de 1931

Les denrées coloniales sont présentes sur les marchés des grandes villes portuaires, sucre, rhum, tabac coton, café, cacao. Des esclaves sont ramenés dans la métropole coloniale et des hommes de couleur libres sont présents dès le XVIII^e siècle sur le sol national, dans la plupart des grandes villes (Le Chevalier de St Georges...). Donc les enjeux de la colonisation, l'esclavage, les réalités sociales des colonies ne sont pas ignorées d'une partie de la population française.

A partir de la fin du XIX^e siècle, la III^e République ne cessa de multiplier les initiatives pour convaincre les Français de l'intérêt politique, économique et social de la colonisation. Le nouvel

Empire colonial français se composait de 100 millions d'habitants, dont 40 millions de citoyens français, et s'étendait sur près de 10 millions de km². De mai à novembre 1931, la France organisa la première exposition coloniale internationale à Paris, dans le bois de Vincennes. Il s'agissait à travers différentes actions, de forger chez tous les Français de métropole une véritable culture coloniale et conclure au maintien de l'empire, ce fut une manifestation festive pour persuader l'opinion publique du bien-fondé des conquêtes coloniales ; d'autant qu'en 1931 le pays s'enfonçait dans la crise économique et avait fait le choix d'un repli important sur l'Empire. C'était un tour du monde des possessions coloniales françaises avec les pavillons des vieilles colonies, ceux des missions catholiques et protestantes, de l'Indochine de l'AOF, de l'AEF de Madagascar, du Maroc, La Tunisie et les pavillon étrangers (Belge, portugais, hollandais) Des animations, danses, reconstitution de vie quotidienne de village, artisans et artistes au travail, stands de souvenirs étaient proposées mais ce n'était qu'exhibition d'êtres humains pour affirmer le pouvoir de la métropole. Les difficultés quotidiennes des populations, la mise à l'écart des élites locales, la confiscation des terres, l'exploitation économique et le baillonnage politique étaient passés sous silence. Seuls les « bienfaits » étaient montrés, des intellectuels français et le PCF s'opposèrent à cette vitrine pacificatrice de la colonisation en dénonçant une caricature des colonies. La grande fréquentation de cette exposition coloniale témoignait chez les Français et les Européens une réelle attraction pour l'exotisme, tout en affirmant la nécessité de chercher des solutions et des marchés hors des frontières.

Beaucoup d'Antillais, élus, artistes invités, intellectuels, virent dans l'exposition le moyen d'affirmer leur intégration à la République en montrant la place très ancienne et particulière qu'ils occupaient dans cet empire, de prouver qu'ils étaient des français à part entière et de légitimer leur demande d'assimilation à la métropole, de ne plus être des citoyens colonisés mais des citoyens français. Et pour continuer à afficher les liens avec la métropole ils proposèrent une grande manifestation, celle du tricentenaire du « rattachement » des Antilles avec la France, manifestation devant se dérouler en Martinique et Guadeloupe en 1935 sous l'égide du gouvernement.

Histoire des arts :

Pour cette question il peut être intéressant d'attirer l'attention sur les fêtes du "*Tricentenaire*". Sur les porteurs du projet aux Antilles, sur l'implication des artistes locaux, sur la programmation proposée, les préparatifs et la participation de la population. [L'arche construite pour symboliser le passage placé devant le parc culturel Aimé Césaire]

Les manifestations du cinquantenaire de l'école laïque.

Pour aller plus loin : Cette étude des vieilles colonies en 1931 peut se poursuivre sur des thèmes particuliers traités par les chercheurs sur cette période, citons « *L'émigration des populations des colonies de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique vers la métropole française* ».

« *Les sociétés d'artistes aux Antilles et leur influence dans la vie locale* ».

« *Le foisonnement et l'implication des associations de secours, d'aide aux indigents et aux travailleurs* » suppléant les carences de l'Etat.

La richesse de la presse d'opinion devant le nombre important de journaux, « *Le cri du pays, Le Courrier de la Martinique, La démocratie coloniale, La résistance, l'Aurore, l'Action Nouvelle, Justice, la Paix, la France coloniale.* »

« *La marche de la faim de février 1935* » lorsque les travailleurs de la canne marchèrent sur Fort-de-France et occupèrent la ville, demandant une augmentation du salaire des coupeurs et des arrimeurs et une diminution de la tâche.

Bibliographie à explorer :

Archives départementales de la Martinique, annuaire de la Martinique 1929- 1935, fonds du gouvernement série M (1M9203/E, 1M843)

ADELAÏDE-MERLANDE Jacques, *Les origines du mouvement ouvrier en Martinique 1870-1900*, Paris Karthala, 2000.

BÉGOT Danielle, *Les Antilles et le Guide des colonies françaises de 1931*, Fort-de-France, Ibis Rouge, 2001.

BOSPHORE PEROU Rolande, *Militants et militantismes communistes à la Martinique 1920-1971*, Matoury, Ibis Rouge Editions, 2015.

DEWITTE Philippe, *Les mouvements nègres en France, 1915-1935*, Paris, L'Harmattan, 1985.

LOZERE BERNARD Christelle, *Bordeaux colonial 1850 - 1940*

LA REVUE DU TRICENTENAIRE 1935 [https://miateneo](https://miateneo.wordpress.com/...martinique.../la-revue-du-) wordpress.com/...